

REVUE DE PRESSE



22/09/2025



FONCTION PUBLIQUE

Stéphane Sirot, historien : « Les syndicats peuvent générer une dynamique offensive en suscitant le surgissement de débats publics »

TRIBUNE

Stéphane Sirot

Historien

Le mouvement *Bloquons tout*, né sur Internet, a dopé la mobilisation du 18 septembre. Un succès inédit pour les partenaires sociaux depuis les manifestations contre la réforme des retraites, observe l'historien Stéphane Sirot dans une tribune au « Monde ».

Publié le 19 septembre 2025 à 11h30, modifié le 19 septembre 2025 à 14h51 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Avec la journée d'action intersyndicale du 18 septembre – plus de 500 000 manifestants dans toute la France selon le ministère de l'intérieur, le double selon la CGT –, les organisations du monde du travail renouent avec les capacités de mobilisation qu'elles avaient démontrées lors du premier semestre 2023 contre le projet de loi sur les retraites qui, pourtant, n'étaient pas parvenues à connaître le succès. La situation d'aujourd'hui est toutefois différente à bien des égards.

Lire aussi | [L'intersyndicale donne jusqu'à mercredi à Sébastien Lecornu pour répondre à ses revendications](#)

En premier lieu, les grèves et les manifestations convoquées jeudi 18 septembre s'articulent avec le mot d'ordre « *Bloquons tout* » du 10 septembre, surgi des réseaux sociaux. En dépit des préventions affichées par rapport à ce dernier par certaines confédérations, notamment la CFDT, plutôt que de postuler une disjonction entre ces deux dates, il semble plus cohérent de les appréhender conjointement.

Le mouvement « septembriste » a percuté le calendrier initialement imaginé par l'intersyndicale, qui, sans cela, était plutôt partie pour envisager une mobilisation fin septembre ou début octobre. Sans apparaître dans son sillage, l'effervescence autour du 10 septembre a sans conteste convaincu l'intersyndicale, regroupant huit organisations, d'avancer son passage à l'action. D'autant plus que des structures professionnelles et territoriales de plusieurs organisations – CGT, Solidaires, FSU et FO – ont aussi décidé d'investir l'espace public numérique.

Contexte favorable

La journée du 10 septembre, sans être un mouvement de masse, a offert un point d'appui à celle du 18 septembre en suscitant un début de dynamique qui a concouru à son succès. Car l'appel à bloquer tout n'a pas été l'échec annoncé par le ministre de l'intérieur démissionnaire Bruno Retailleau. Certes, la France n'a pas été bloquée, en raison notamment d'un dispositif hors normes de maintien de l'ordre, reconduit le 18 septembre. Mais ce mot d'ordre a rassemblé deux fois plus de participants qu'envisagé par les renseignements territoriaux. Et si l'on prend la fourchette haute donnée par les syndicats venus en soutien, soit 250 000 à 300 000 personnes, cette mobilisation présente des chiffres comparables à ceux d'un mouvement qui s'est autoconstruit à l'origine sur les réseaux sociaux, celui des « gilets jaunes ».

Lire aussi le reportage | [Journée de mobilisation du 18 septembre : des manifestants entre colère et désillusion](#)

Les revendications portées par le 10 septembre, certes moins ordonnées et structurées que celles des syndicats, les recourent dans une large mesure, notamment autour de la lutte contre les inégalités, de la justice sociale et fiscale ou encore de la défense du pouvoir d'achat et de la protection sociale.

Quant aux formes prises par les modalités d'actions du 18 septembre, qui conjuguent les tentatives de blocage et les défilés massifs dans l'espace public, comme ce fut au demeurant déjà plus modestement le cas le 10, elles montrent que les dispositifs de protestation classiques choisis par

l'intersyndicale sont susceptibles de cohabiter, voire sans doute, pour une partie des participants, de s'articuler avec les formes d'intervention qu'ont cherché à privilégier les « septembristes ».

Lire aussi | [Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu, un tandem exécutif très discret face à la colère sociale](#)

Ces éléments décrivent un contexte favorable pour l'intersyndicale. Outre le socle du 10 septembre, elle s'est mise en action dans une conjoncture politique marquée par une position d'extrême faiblesse d'un pouvoir exécutif désavoué par l'opinion, sans majorité et suspendu aux postures de ses oppositions parlementaires. Or l'histoire de longue durée des mouvements sociaux montre une récurrence en ce qui concerne les conditions favorables à leur succès : lorsque le politique et le social entrent en collision dans une situation susceptible de favoriser le champ syndical, celui-ci dispose alors d'un espace pour faire valoir ses revendications. Autrement dit, la prise en étau sociale et politique d'un système de pouvoir le met en grande difficulté et peut l'obliger à des concessions majeures.

Dynamique offensive

C'est l'une des raisons pour lesquelles, à l'appui du succès de la journée du 18 septembre, l'intersyndicale a tout intérêt à maintenir sa pression sur le champ politique. Cela lui ouvrirait des perspectives favorables. D'abord, elle se placerait ainsi résolument aux avant-postes du mouvement social, y compris dans sa version « septembriste », en le faisant bénéficier de son savoir-faire en matière de construction d'un rapport de force, à condition toutefois d'accepter la poursuite de modalités d'intervention plus transgressives que les seuls défilés normés et ritualisés.

Ensuite, elle aurait l'opportunité de faire acter par les forces politiques et économiques dirigeantes une partie de ses griefs. Cela briserait enfin la spirale d'échecs qui, pour l'essentiel, marque jusqu'à présent le XXI^e siècle des luttes nationales et interprofessionnelles, confrontées à des pouvoirs publics qui font la sourde oreille, et dont le macronisme apparaît comme une version radicalisée, par la brutalité institutionnelle assumée avec laquelle il a imposé des réformes, comme celle sur les retraites.

Lire aussi | [Derrière le mouvement du 10 septembre, les fins de mois difficiles et la peur du lendemain](#)

Enfin, ce mouvement social peut ouvrir la voie à un retour à des mobilisations qui sortent du pur et simple registre défensif prédominant depuis plusieurs décennies. En ne luttant pas seulement contre une mesure gouvernementale, mais en cherchant à imposer une rupture avec les orientations du modèle néolibéral, en suscitant le surgissement de débats publics mettant en jeu la question de la forme de société, le champ syndical est en situation de générer une dynamique offensive. Il y a là une série d'enjeux qui ne sont pas anodins pour une société qui a besoin de contre-pouvoirs efficaces, indispensables à une démocratie équilibrée, où son versant politique cesse de prétendre résolument s'imposer à son versant social.

¶ **Stéphane Sirot** est historien, spécialiste du syndicalisme et des mouvements sociaux. Il a notamment écrit « La Grève en France » (Odile Jacob, 2002) et « Le Syndicalisme, la politique et la grève » (Arbre bleu, 2011).

Stéphane Sirot (Historien)

Jeux

Découvrir

Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant

Mots croisés

Chaque jour une nouvelle grille de Philippe Du

Partenaire

Fonction publique : après leur mobilisation, les syndicats mettent la pression sur Matignon

Par Bastien Scordia - 19 septembre 2025 - 4 min de lecture

Les syndicats de la fonction publique se félicitent de la mobilisation enregistrée ce jeudi 18 septembre. Pour les organisations syndicales, c'est un avertissement très clair qui a été adressé à Sébastien Lecornu. L'intersyndicale lui donne quelques jours pour répondre "à leurs revendications". Et une nouvelle journée de mobilisation pourrait être rapidement annoncée si les réponses du Premier ministre ne sont pas à la hauteur de leurs attentes.



Dans le cortège toulousain, le 18 septembre 2025.

Photo : Alain Pitton/NurPhoto/NurPhoto via AFP

Pari réussi selon les syndicats. Les organisations syndicales se félicitent en effet de la mobilisation enregistrée ce jeudi 18 septembre pour la journée d'action à l'appel de l'ensemble des syndicats. Alors que le mouvement "Bloquons tout" du 10 septembre avait été peu suivi dans la fonction publique, la mobilisation de ce 18 septembre a effectivement davantage attiré les foules dans le secteur public.

Selon les chiffres communiqués par l'exécutif, 12,7 % de grévistes ont été recensés dans la fonction publique d'État. Cette participation était de 7,47 % dans la territoriale et de 7,6 % dans l'hospitalière. À titre de comparaison, 4,14 % de grévistes avaient été recensés dans la fonction publique d'État le 10 septembre et 4,2 % dans la territoriale. La participation avait toutefois été légèrement supérieure dans l'hospitalière, avec 6,8 % de grévistes. Selon la police, ce sont 500 000 personnes qui ont manifesté. La CGT, pour sa part, a comptabilisé plus de 1 million de personnes dans la rue.

Lire aussi : Fonction publique : une mobilisation plus forte que "Bloquons tout" mais loin du raz-de-marée

"Cette journée de mobilisation est un succès", réagit ainsi Luc Farré de l'Unsa Fonction publique. "Elle démontre le ras-le-bol des agents, leur mal-être, leur inquiétude personnelle et professionnelle", abonde Pascal Kessler de la FA-FP. "C'est la confirmation que les politiques mises en œuvre par la "Macronie" génèrent une colère grandissante et un rejet majoritaire par les citoyens et les salariés", ajoute Christophe Delecourt de la CGT.

Un avertissement pour le gouvernement

Christian Grolier de Force ouvrière salue également une *“journée réussie”*. *“Car, au-delà du taux de grévistes toujours minoré par l’administration, nous savons que de nombreux collègues ont participé aux mobilisations en posant un jour de congé ou de récupération”*, explique-t-il. Selon ce syndicaliste, par ailleurs, *“l’administration ferait mieux de comptabiliser le taux de présence plutôt que le taux de grévistes”*. *“Ce qu’il convient de regarder, c’est aussi l’ampleur des cortèges”*, renchérit Mylène Jacquot de la CFDT Fonctions publiques, pour qui le gouvernement *“ferait une grave erreur en se contentant de regarder les seuls taux de grévistes”*.

Pour l’ensemble des syndicats, c’est en effet un *“avertissement très clair”* qui a été adressé à Sébastien Lecornu, pour reprendre les termes de la secrétaire générale de la CFDT Marylise Léon. *“La balle est désormais dans le camp du Premier ministre. À lui de montrer qu’il entend et écoute les français”*, estime pour sa part Luc Farré de l’Unsa.

Pour Christian Grolier de FO, *“l’urgence”* est désormais *“à la poursuite de la mobilisation”*. Il est rejoint par Christophe Delecourt de la CGT : *“Il faut inscrire la mobilisation dans la durée, rechercher encontre et toujours le rassemblement des salariés et des organisations syndicales, mais aussi porter des propositions et des revendications alternatives finançables.”*

Un ultimatum de 5 à 6 jours

Ce que les syndicats de la fonction publique attendent en effet surtout du nouveau chef du gouvernement, c’est qu’il abandonne les pistes budgétaires avancées en juillet dernier par François Bayrou, et qui prévoyaient plusieurs milliards d’euros d’économies. Un *“musée des horreurs”*, selon leurs termes. *“Nous ne voulons pas de ce budget ni d’un autre budget d’austérité dévastateur pour les services publics*, tonne Caroline Chevé de la FSU. *Nous allons donc rester mobilisés et nous sommes prêts à monter d’un cran si les réponses ne sont pas à la hauteur.”*

Aucune nouvelle journée de mobilisation n’est néanmoins encore prévue. Pour le moment... Réunis en intersyndicale ce vendredi 19 septembre pour décider de la suite du mouvement, les syndicats viennent de lancer un ultimatum à Sébastien Lecornu. Les organisations syndicales lui laissent ainsi jusqu’au mercredi 24 septembre pour revenir vers elles avec des propositions conformes à leurs attentes. Le nouveau Premier ministre a tout cas déjà indiqué qu’il recevrait les syndicats dans les prochains jours. Et si les mesures proposées par le chef du gouvernement ne leur conviennent pas, alors une autre date de mobilisation devrait être rapidement annoncée. *“Si d’ici au 24 septembre, il n’a pas répondu aux revendications, les organisations syndicales se retrouveront pour décider très rapidement d’une nouvelle journée de grève et de manifestations”*, préviennent ainsi les syndicats dans un **communiqué** publié à l’issue de l’intersyndicale.



Par Bastien Scordia

Publié le 19 septembre 2025 · 4 min de lecture

acteurspublics

Les syndicats de la fonction publique dans la rue pour demander un budget 2026 de "justice sociale"

À l'appel de l'intersyndicale, plusieurs centaines de milliers de manifestants se sont retrouvés dans la rue ce 18 septembre 2025 pour contester les mesures budgétaires prévues pour 2026. Toujours sans "patron" après la démission de François Bayrou et la nomination de Sébastien Lecornu pour le remplacer, les fonctionnaires attendent des réponses concrètes aux revendications sur les salaires, les retraites et les conditions de travail. En chœur avec les autres fédérations, les syndicats demandent une proposition de budget 2026 plus "juste" que la précédente.



Le taux de gréviste dans la fonction publique de l'Etat ce 18 septembre représente près du triple de celui enregistré le 10 septembre dernier. AEFinfo - Danae Corte

"On veut du fric, du fric, pour nos services publics !", entonnent en chœur les grévistes et syndicalistes, réunis dès 13 heures ce jeudi 18 septembre, au départ de la manifestation parisienne, place de la Bastille. Dans toute la France, plus de 500 000 manifestants selon l'Intérieur ont répondu à l'appel de l'intersyndicale confédérale, dont 55 000 sous le soleil cuisant de Paris, pour contester les mesures d'économie annoncées et demander un "changement de cap budgétaire" (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737689-les-syndicats-de-la-fonction-publique-dans-la-rue-pour-demander-un-budget-2026-de-justice-sociale/>)). Ils étaient plus d'un million à battre le pavé en France selon la CGT.

C'est la seconde manifestation depuis le début du mois, après celle organisée le 10 septembre à l'appel du collectif informel "Bloquons tout", qui avait mobilisé entre 4,6 % et 7,3 % d'agents publics selon les versants (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737181-458-des-agents-de-letat-ont-fait-greve-le-10-septembre-2025/>))

"La colère est bien là"

Selon les chiffres consolidés définitifs transmis par le ministère de la Fonction publique, 12,70 % des fonctionnaires de l'État étaient en grève – 14,16 % dans l'éducation nationale – ainsi que 7,47 % des agents territoriaux et 7,6 % des hospitaliers. Des chiffres globalement supérieurs par rapport à la précédente mobilisation du 10 septembre, qui n'avait été suivie que par une partie des syndicats - la CGT, Solidaires et la FSU (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737181-458-des-agents-de-letat-ont-fait-greve-le-10-septembre-2025/>)). "Le taux de grévistes est sensiblement le même que pendant le mouvement de mobilisation contre la réforme des retraites, notamment dans l'éducation nationale", commente Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions Publiques. Ces chiffres confirment selon elle "les vraies difficultés de pouvoir d'achat de l'ensemble des agents publics" et expriment une "colère" qui est "bien là". Pour Christian Grolier, secrétaire général de la FGF-FO, ces chiffres sont même largement sous-estimés : "Il faut arrêter de parler de taux de grévistes et plutôt parler de présence au travail. Certains agents ont pris des récupérations pour aller manifester, il y a des écoles et des services totalement fermés." Il voit dans le cortège, particulièrement dense (qui s'élançait à Bastille pour se rendre à la place de la République, puis à Nation) la marque d'un "succès" qu'il espère en mesure de "faire bouger le Premier ministre".

Des mesures toujours contestées

À seulement deux semaines de la présentation hypothétique du PLF pour 2026, les sujets de tension se font de plus en plus nombreux pour les fonctionnaires, premiers concernés par un ensemble de mesures visant à geler les budgets ministériels et à réduire les effectifs. Le gouvernement de François Bayrou prévoyait ainsi de supprimer 4 000 à 4 500 ETP (Équivalents temps plein) l'année prochaine au sein de l'État et de ses opérateurs et de mettre en place le principe de non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite.

"Comme tous les ans, les ministres promettent que cela va bien se passer, or il y a toujours des enfants qui n'ont pas d'enseignants, et une situation toujours plus dramatique à l'hôpital, malgré les promesses post-Covid", énumère Gaëlle Martinez, déléguée générale de Solidaires Fonction publique. Elle insiste aussi sur des "conditions de travail extrêmement difficiles", alors que les négociations sur le sujet sont au point mort depuis des mois (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/728000-quatre-syndicats-sur-huit-ne-signeront-pas-laccord-de-methode-qvqc-dans-la-fonction-publique>)).

Son homologue des finances publiques, Sandra Demarcq, également présente sous le ballon rose, rappelle des efforts particulièrement marqués demandés aux agents de Bercy ces 20 dernières années, et la vague de suicides qui frappe la DGFIP depuis le début de l'année (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737251-face-a-la-hausse-des-cas-la-dgfip-prepare-un-plan-pour-prevenir-les-suicides-dans-ses-services>)). "Malheureusement la nomination de Sébastien Lecornu à Matignon, un proche d'Emmanuel Macron, nous fait comprendre que la politique ne changera pas", regrette-t-elle. Malgré le recul sur la suppression de deux jours fériés (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737370-en-livrant-ses-premieres-orientations-sebastien-lecornu-renonce-a-la-suppression-de-deux-jours-feries>)) – que certains imputent à la forte mobilisation du 10 septembre.

changement de cap budgétaire

Ce geste reste donc loin des attentes des syndicats de la fonction publique. Le secrétaire général de l'Unsa Fonction publique Luc Farré, présent dans le carré de tête, rappelle que les aides publiques aux entreprises représentent 211 milliards d'euros en 2023 selon un rapport du Sénat de juillet dernier (<https://www.senat.fr/rap/r24-808-1/r24-808-18.html>) (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/734534-le-senat-appelle-a-un-choc-de-responsabilisation-des-entreprises-vis-a-vis-des-aides-publiques>)). "L'argent est là lorsque cela enrichit les actionnaires et pas quand il permettrait des investissements pour le pays, analyse-t-il. Pourtant, investir dans les services publics est essentiel. Nous appelons le Premier ministre à proposer un budget différent." Gaëlle Martinez (Solidaires) défend toujours un budget de "justice sociale" avec des postes "là où il en faut", comme dans les services de la DGFIP dédiés à la lutte contre la fraude fiscale. Christian Grolier (FO) espère aussi que l'ampleur de la mobilisation permettra ce changement de cap, sans quoi un nouveau mouvement serait envisagé. "Si l'on nous présente la même chose que François Bayrou, moins les jours fériés, nous comptons organiser une semaine d'actions syndicales", prévient-il. Les autres syndicats interrogés ne se prononcent pas tout de suite sur la possibilité d'une action commune mais plaident pour la nomination rapide d'un nouveau ministre de la Fonction publique et la reprise du dialogue social. Dialogue social (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21299>) Financement - Budget (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21298>)

CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET



@AEFSOCIAL_RH ([HTTPS://X.COM/@AEFSOCIAL_RH](https://x.com/@AEFSOCIAL_RH))

Dépêche n° 737689 04 min de lecture

Par Danae Corte Publiée le 18/09/2025 à 19h20

À LIRE AUSSI

POLITIQUES DE L'EMPLOI



L'intersyndicale mobilise largement pour revendiquer un changement de cap politique et budgétaire

[+ LIRE LA SUITE](#)

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/737685-lintersyndicale-mobilise-largement-pour-revendiquer-un-changement-de-cap-politique-et-budgetaire>) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737370-en-livrant-ses-premieres-orientations-sebastien-lecornu-renonce-a-la-suppression-de-deux-jours-feries>)

RESSOURCES HUMAINES



En livrant ses premières orientations, Sébastien Lecornu renonce à la suppression de deux jours fériés

[+ LIRE LA SUITE](#)

premieres-orientations-sebastien-lecornu-renonce-a-la-suppression-de-deux-jours-feries) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737181-458-des-agentes-de-l-etat-ont-fait-greve-le-10-septembre-2025>)

FONCTION PUBLIQUE

FONCTION PUBLIQUE

CONFIDENTIEL

Face à la hausse des cas, la DGFIP prépare un plan pour prévenir les suicides dans ses services

La DGFIP a enregistré plus de suicides à la mi-septembre que sur toute l'année 2024. Cette tendance, qui suscite l'inquiétude, fait encore l'objet d'investigations et les premières conclusions, consultées par AEF info, ne démontrent pas de lien avec le travail. La direction de Bercy a présenté le 5 septembre 2025 aux syndicats des finances publiques les prémices d'un "plan" pour prévenir d'une situation plus dramatique. Pour ces derniers, les réorganisations et la dégradation des conditions de travail sont à la source du problème.



Le plan de prévention élaboré par la direction générale prévoit un meilleur accompagnement des stagiaires en situation de fragilité, ainsi que des agents en retour de longue maladie.

Depuis le début de l'année, la DGFIP connaît une vague inédite de suicides : après quatorze suicides et quatorze tentatives enregistrés en juillet, la direction générale décompte désormais 16 suicides et presque autant de tentatives à la mi-septembre. Or, sur toute l'année 2024, respectivement neuf suicides et treize tentatives avaient été recensés.

Bien que tous les représentants syndicaux n'envisagent pas encore un "scénario à la France Télécom", la dégradation des différents indicateurs de risques psychosociaux continue d'inquiéter (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/734702-bercy-poursuit-la-reorganisation-de-la-dgfip-confrontee-a-une-vague-de-suicides/>)), y compris la directrice générale, Amélie Verdier, qui a convoqué les organisations syndicales le 5 septembre dernier pour faire le point.

Des cas de suicides et tentatives en hausse récente

Dans un document statistique, auquel AEF info a eu accès, la direction tempore sur la situation en soulignant que "les tentatives de suicide commises par des agents de la DGFIP ont connu une forte baisse depuis 2012" (année présentant un pic de 42 tentatives). De même, les suicides, dont le nombre s'était élevé à 22 en 2017, sont en baisse depuis quelques années. Rapportés à l'effectif global de 95 000 agents, ces événements ont concerné 0,011 % des agents en 2020 et en 2021, contre 0,014 % des agents en 2025, "ce qui correspondrait en année pleine à un taux de 0,026 %". Pour les syndicats, ce "pic" dans les années 2010 est en partie un contrecoup aux réorganisations, ou à des remontées de chiffres peu efficaces, ce que la direction ne confirme pas.



L'évolution du nombre de suicides depuis 2012 montre un point de rupture après 2017, année où le nombre de suicides a été le plus élevé de la période (22). 2025 est marquée par une hausse par rapport aux années précédentes, avec 14 suicides enregistrés au 31 juillet 2025.

Statistiques suicides DGFIP

| AEFinfo

Toujours selon le document, la catégorie A + est la moins concernée par les décès par passage à l'acte, tandis que la catégorie B est la plus représentée. Ces événements ont surtout touché des agents affectés au sein des services de gestion comptable, des structures rattachées aux services de direction et des SIP (Service des impôts des particuliers) – ces dernières ayant été particulièrement touchées par les réorganisations ces dernières années.

Pour la direction, pas de lien avéré avec le travail

Sans pouvoir nier la tendance récente, la direction met en avant que ces cas "apparaissent relever majoritairement de la sphère personnelle", soit "neuf décès sur 14 en 2025". Le motif professionnel a quant à lui été indiqué "à trois reprises depuis 2012" (en 2012, en 2015 et en 2018).

Trois enquêtes sont encore en cours d'instruction sur les événements survenus cette année dans les DRFIP (Direction régionale des finances publiques) de quatre départements (93, 75, 12, 32). En outre, les conclusions de l'enquête réalisée dans la DRFIP du 93 "font apparaître que le fonctionnement du service n'appelait aucune alerte particulière quant aux CVT (conditions de vie au travail), à l'ambiance de travail ou concernant les principaux indicateurs RH : charge par agent, écarts de congés maladie, taux de vacance dans la moyenne voire légèrement inférieurs".

Dans un courrier adressé à la mi-juillet, la direction a tout de même demandé à l'ensemble des responsables territoriaux, par ailleurs présidents de formation spécialisée (1), de proposer systématiquement la réalisation d'une enquête, quel que soit le lieu de réalisation du suicide ou de la tentative. Depuis ce courrier, trois tentatives de suicide (deux au sein de la DDFIP 16 et une au sein de la DDFIP 41) et un suicide (au sein de la DDFIP 32) ont été remontés.

Un plan de formation pour prévenir

Pour aller plus loin, la direction a d'ores et déjà présenté un projet de plan d'actions pour 2025-2027, afin d'"améliorer les conditions de vie au travail et prévenir les risques suicidaires". Le mot est lancé par Bercy qui souhaite mobiliser les services RH locaux, les médecins du travail, les assistants de prévention, les assistants sociaux et les représentants du personnel à cette démarche. Le premier axe vise à "mieux connaître les conditions de vie au travail et les risques", en augmentant la formation des encadrants et en enrichissant les mesures de prévention. Le Duern (document unique d'évaluation des risques professionnels) aura aussi vocation à être "mieux exploité" pour développer un meilleur dialogue social autour des RPS (risques psychosociaux). Une réunion annuelle sera organisée au sein de chaque service autour de l'organisation, des conditions de vie et du sens au travail.

Pour "réduire les RPS et prévenir les risques suicidaires (Axe 2)", Bercy veut améliorer la formation en matière de "premiers secours" en santé mentale et "s'assurer d'une information accessible à tous" sur ces questions. Un suivi particulier sera mis en place pour les stagiaires "présentant des fragilités ou des situations complexes". Les cadres feront aussi l'objet d'un "soutien" particulier pour soulager leur "charge mentale". Plus largement, la direction fixe comme "objectif prioritaire" de mieux suivre l'état de santé mentale et physique des personnels par les visites obligatoires et la possibilité de demander un rendez-vous spontané à la médecine de prévention.

Pouvoir accompagner les personnels

"Accompagner les agents confrontés à une situation difficile ou à un événement grave" est le troisième axe du plan de 24 pages, qui comprend d'autres mesures préventives, comme l'organisation d'un rendez-vous périodique de "veille sociale" dans les DR/DDFIP, afin de remonter des situations individuelles et collectives à la médecine du travail et au chef de service RH. Une attention soutenue sera apportée aux personnels de la DGFIP revenant au service après une longue absence par les chefs de service.

Plusieurs règles sont également rappelées pour "mieux suivre les situations d'urgences et les tentatives de suicide" avec la médecine de prévention. Des guides et fiches seront élaborés et diffusés dans les services sur ces sujets. Aussi, le plan entérine la proposition systématique d'enquête par la formation spécialisée du CSA (Comité social d'administration) lors d'un suicide ou d'une tentative, "quel que soit le lieu de réalisation de cet événement". Enfin, il incite à "mieux communiquer avec les équipes après un suicide ou une tentative de suicide".

Un pansement ?

Les organisations syndicales concertées reprochent déjà l'absence de moyens mis sur la table, soulignant par exemple la pénurie de médecins affectés dans certains départements. "C'est un joli collier de perles de l'existant", considère un représentant des personnels de Bercy, qui poursuit : "Faire un plan réellement efficace serait reconnaître une responsabilité et le fait que les réformes y sont pour quelque chose, mais la direction n'est pas dans cette démarche". "Ces formations sont certainement utiles pour certains collègues, pour détecter des souffrances, mais le souci avec le fait de considérer qu'il ne s'agit que de souffrance mentale, c'est de passer à côté du sujet du travail", considère un autre.

Ce plan a le mérite d'exister mais qui contient donc "plein d'angles morts" selon une autre source, qui rappelle un historique de "réformes subies" : "Des collègues qui changent chaque année de lieu de travail, de mission, voient leur poste supprimé... forcément cela perturbe. Ceux dont le poste a été supprimé se demandent à quoi ils servent." Tous rappellent aussi les 30 000 suppressions d'emplois depuis 15 ans (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/693459-la-dgfip-a-perdu-plus-de-30-000-etp-depuis-2009-les-orientations->

strategiques-prevoient-3-000-suppressions-dici-2027)), qui ont, selon eux, contribué à mettre les services en tension. Et les prochains budgets n'inverseront pas la tendance, puisque 550 suppressions de postes sont déjà envisagées pour 2026, en plus de celles programmées en 2025 (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/733924-dans-sa-revue-des-missions-bercy-estime-etre-arrive-au-bout-des-suppressions-de-postes>)). Les syndicats souhaitent donc enrichir un plan qu'ils jugent trop "individualisé", notamment lors d'une prochaine réunion de travail prévue fin octobre.

(1) Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, qui remplace les CHSCT depuis la réforme des instances de dialogue social prévue par la loi de 2019.

Etat – Opérateurs (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21356>) Ressources humaines (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21305>)

CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET

@AEFSOCIAL_RH ([HTTPS://X.COM/@AEFSOCIAL_RH](https://x.com/@AEFSOCIAL_RH))

Dépêche n° 737251 5 min de lecture

Par Danae Corte Publiée le 17/09/2025 à 12h07

Modifiée le 18/09/2025 à 07h44

À LIRE AUSSI

FONCTION PUBLIQUE



Bercy poursuit la réorganisation de la DGFIP, confrontée à une vague de suicides

LIRE LA SUITE

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/734702-bercy-poursuit-la-reorganisation-de-la-dgfip-confrontee-a-une-vague-de-suicides>)

FONCTION PUBLIQUE

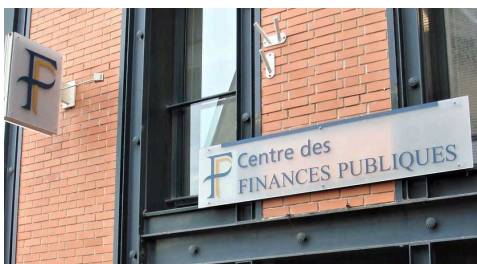


Dans sa revue des missions, Bercy estime être arrivé au bout des suppressions de postes

LIRE LA SUITE

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/733924-dans-sa-revue-des-missions-bercy-estime-etre-arrive-au-bout-des-suppressions-de-postes>)

FONCTION PUBLIQUE



LIRE LA SUITE

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/732792-la-dgfip-se-prepare-a-partager-l-effort-de-reduction-des-effectifs-pour-2025>)

FONCTION PUBLIQUE



Home (<https://www.aefinfo.fr/>)| Ville intelligente (<https://www.aefinfo.fr/depeches/ville-intelligente/>)| Ville intelligente (<https://www.aefinfo.fr/ville-intelligente/ville-intelligente/>)| **Dépêche n°737717**

Sébastien Lecornu lance une mission "État efficace" et annonce la suppression de sept délégations interministérielles

Le Premier ministre a confié une mission "État efficace" à deux hauts fonctionnaires, Pierre-Mathieu Duhamel et Denis Morin, "afin de lui proposer des mesures pour une meilleure organisation et une meilleure efficacité du service public. Cette mission lui sera directement rattachée", annonce Matignon dans un communiqué ce 19 septembre 2025. Le nouveau Premier ministre avait annoncé dans son interview à la presse quotidienne régionale le 13 septembre qu'il comptait créer une mission pour réaliser des économies dans les comités, les délégations et autres offices de l'État.



Depuis son arrivée à Matignon le 10 septembre 2025, Sébastien Lecornu a décidé de s'attaquer au train de vie de l'État. Shutterstock - Antonin Albert

Après les avantages "à vie" des premiers ministres, sus aux délégations interministérielles. Alors que la nomination d'un nouveau gouvernement se fait toujours attendre, dix jours après la démission de François Bayrou de son poste de Premier ministre – la future équipe gouvernementale ne pourrait être nommée qu'après l'intervention du chef de l'État à l'ONU (Organisation des Nations unies), le 22 septembre –, retardant d'autant la présentation des nouveaux arbitrages budgétaires pour 2026, son successeur multiplie les annonces d'économies par petites touches, dans la droite ligne de son interview accordée à la presse quotidienne régionale le week-end dernier (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737370-en-livrant-ses-premieres-orientations-sebastien-lecornu-renonce-a-la-suppression-de-deux-jours-feries>)).

Après avoir décrété la fin des avantages "à vie" des anciens Premiers ministres le 15 septembre (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737469-sebastien-lecornu-acte-la-fin-des-avantages-a-vie-des-anciens-premiers-ministres>)), Sébastien Lecornu vient de confier une mission "État efficace" à Pierre-Mathieu Duhamel et à Denis Morin, "afin de lui proposer des mesures pour une meilleure organisation et une meilleure efficacité du service public", mission qui "lui sera directement rattachée" (elle sera hébergée à Matignon), annonce Matignon dans un communiqué, vendredi 19 septembre. Présentée comme "agile", elle aura un fonctionnement particulier puisqu'elle ne se clora pas sur un rapport mais "proposera en continu des mesures d'efficacité du service public au Premier ministre".

Faire de la suppression un "principe" et du maintien "une exception"

Cette mission a deux objectifs, détaillent les services du Premier ministre :

- "Rendre l'organisation administrative plus lisible, plus simple et plus efficace ; il s'agit notamment de regrouper, de fusionner et si besoin est, de supprimer des structures qui font double emploi dans le même champ de politique publique. Cela doit aussi permettre de renforcer la capacité d'agir de chaque ministre sur l'ensemble des services relevant de ses compétences ;
- contribuer, dans un contexte de finances publiques contraintes, à renforcer la performance de la gestion des départements ministériels comme des opérateurs de l'État et à responsabiliser les dirigeants publics quant à l'obtention de résultats."

Partant du postulat que l'organisation de l'État "passe par des décisions rapides et concrètes", Sébastien Lecornu, a chargé la mission "de passer en revue les différentes délégations interministérielles existantes, avec pour consigne que leur suppression soit désormais le principe, et leur maintien une exception". Il a décidé la suppression de sept délégations interministérielles :

- délégation interministérielle en charge du suivi des conclusions du Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique ;
- délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises et renvoi de ces missions vers la direction générale des entreprises du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737727-sebastien-lecornu-annonce-la-suppression-de-la-delegation-interministerielle-aux-restructurations-dentreprise>)) ;
- délégation ministérielle à la forêt et au bois qui était rattachée au ministère de la Transition écologique ;
- délégation interministérielle chargée des grands événements sportifs qui intégrera la direction des sports du ministère des Sports ;
- délégation générale chargée du service national universel au 1er janvier 2026, "dans un contexte de mise en extinction du SNU (Service national universel) et de création prochaine du service militaire volontaire" ;
- coordonnateur national des mobilités pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, qui était rattaché au ministère des Transports, et de la délégation ministérielle aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024 du ministère de l'Économie et des Finances ;
- poste de délégué interministériel à l'accompagnement des territoires en transition énergétique au 1^{er} octobre 2025.

Dans son interview du 13 septembre, Sébastien Lecornu précise vouloir "faire le ménage" plus largement au sein des comités, délégations et offices de l'État. Toujours dans l'optique de réduire les dépenses de l'État, le précédent gouvernement, qui visait 44 milliards d'euros d'économies en 2026, comptait également s'attaquer aux opérateurs de l'État en restreignant leur train de vie et leurs effectifs (de 1000 à 1500 ETP), pour des économies chiffrées à 5,2 milliards d'euros (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/735006-francois-bayrou-confirme-plusieurs-mesures-pour-une-meilleure-maitrise-de-la-masse-salariale-de-letat>)), et en réduisant leur nombre via des suppressions, fusion de missions ou réinternalisations (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/731431-suppressions-dagences-et-doperateurs-amelie-de-montchalin-bousculee-par-les-senateurs>)). Par ailleurs, le projet de loi simplification (https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/dossiers_/DLR5L16N49868) prévoit la suppression d'une vingtaine de comités et commissions consultatives. Après son adoption par l'Assemblée nationale en juin dernier (lire sur AEF info (<https://www.aefinfo.fr/depeche/732989-lexamen-du-projet-de-loi-simplification-reprend-a-lassemblee-nationale>))), son examen reste au milieu du gué, la commission mixte paritaire prévue après ce vote ne s'étant jamais tenue.

Deux hauts fonctionnaires au fait des sujets budgétaires

Les deux hauts fonctionnaires missionnés par le Premier ministre connaissent bien la matière budgétaire et présentent un duo équilibré politiquement. Inspecteur général des finances, vice-président du comité interministériel du contrôle et de l'audit interne de l'État, **Pierre-Mathieu Duhamel** a notamment occupé les fonctions de directeur du Budget (2002-2006), de DGDDI (Directeur général des douanes et des droits indirects) (1996-1999) et a été directeur adjoint de cabinet d'Alain Juppé à Matignon. Il a également été conseiller au sein des cabinets d'Édouard Balladur à Bercy ou encore de Jacques Chirac à la mairie de Paris. Élu local pendant quinze ans, il a notamment été maire (UMP (Union pour un mouvement populaire)) de Boulogne-Billancourt, précise Matignon. Président de chambre honoraire à la Cour des comptes, ancien élève de l'ENA (1983), **Denis Morin** a quant à lui été directeur général de l'ARS (Agence régionale de santé) Rhône-Alpes (2009-2012), secrétaire général du ministère des Affaires sociales et directeur du Budget (2013-2017). Il a également conseillé en cabinet Pierre Bérégovoy et Dominique Strauss-Kahn à Bercy et a été directeur de cabinet de Marisol Touraine au ministère des Affaires sociales (2013).
Etat – Opérateurs (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21356>) Financement - Budget (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21298>) Pouvoirs publics (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21357>)

CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET

Dépêche n° 737717 4 min de lecture
Par Clarisse Jay Publiée le 19/09/2025 à 11h52

À LIRE AUSSI

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, recevra "à nouveau les forces syndicales dans les jours qui viennent"

À la suite de "l'appel à manifester des organisations syndicales ce jeudi 18 septembre, je tiens à réaffirmer mon engagement à poursuivre le dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux. Les revendications portées par les représentants des organisations syndicales et relayées par les manifestants dans les cortèges sont au cœur des consultations que j'ai engagées", réagit le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu. À l'issue d'une journée de mobilisation intersyndicale qui a réuni entre 500 000 et 1 000 000 de manifestants dans plus de 250 rassemblements, le chef du gouvernement annonce qu'il recevra "à nouveau les forces syndicales dans les jours qui

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/737705-le-premier-ministre-sebastien-lecornu-recevra-a-nouveau-les-forces-syndicales-dans-les-jours-qui-viennent>) (<https://www.aefinfo.fr/depeche/737013-le-POLITIQUE DE L'EMPLOI>)



Le budget 2026, premier défi de Sébastien Lecornu aux multiples inconnues